



MINUSCA

NOTE D'INFORMATION

La MINUSCA préoccupée par le regain de violence en Centrafrique

« *La Mission multidimensionnelle Intégrée pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) est préoccupée par le regain de violence inter-communautaire observé au cours des derniers jours à Bangui et dans certaines villes de l'intérieur du pays* », a déclaré mercredi à Bangui le Porte-parole de la Mission, Hamadou Touré.

Intervenant au cours du point de presse hebdomadaire de la Mission, M. Touré a estimé que des actes barbares avaient été commis. Selon la MINUSCA, « *ces actes sont à contre-courant du climat général de relative détente qui a permis la bonne tenue des consultations populaires dans la grande majorité du pays* ». La Mission onusienne, après avoir appelé les protagonistes à la retenue, a invité le Gouvernement à prendre des mesures adéquates pour relever le niveau de sécurité et apaiser les tensions.

Auparavant, le porte-parole avait fait état de la participation du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine, Babacar Gaye, au sommet des Chefs d'Etats de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) tenue lundi à Yaoundé.

« *La rencontre des Chefs d'Etat et de Gouvernement, essentiellement consacrée au terrorisme et notamment à la lutte contre Boko Haram, a conforté la MINUSCA dans le rôle que lui a confié son mandat dans la contribution à la surveillance des frontières de la République centrafricaine avec le Cameroun et le Tchad* », a-t-il déclaré.

« *La MINUSCA, aux dires de son Chef, va envisager des mécanismes de coordination et d'information avec les commandements locaux aux frontières* », a expliqué M. Touré.

Toujours lors de la rencontre de Yaoundé, il a été question de la réforme des Forces Armées centrafricaines (FACA) dans le cadre d'un dialogue politique et cette tâche bénéficiera de l'appui de la MINUSCA.

Au chapitre des consultations à la base, le porte-parole a rappelé les efforts en cours en vue de les tenir dans les préfectures de la Ouaka, de la Vakaga, de la Haute Kotto et de Nana Gribizi.

Afin de donner de la voix aux Centrafricains réfugiés se trouvant dans les pays voisins, le Porte-parole a annoncé que « *des équipes de facilitateurs seront bientôt déployées sur les sites des réfugiés vivant dans les pays limitrophes comme le Congo et la République démocratique du Congo (RDC)* ».



Concernant les droits de l'Homme, la MINUSCA a enregistré des incidents de violations et abus des Droits de l'Homme perpétrés essentiellement par les groupes armés que sont les anti-balaka et les ex-Séléka. Ainsi, « *aussi bien à Bangui qu'à l'intérieur du pays, 6 cas d'atteinte au droit à la vie ont été enregistrés, 15 cas d'atteinte au droit à l'intégrité physique et à la sécurité des personnes, 1 cas d'arrestation et détention illégale, 1 cas de violation du droit à la propriété* », a déclaré le Porte-parole de la MINUSCA. Il a aussi signifié que toutes ces violations enregistrées et vérifiées étaient toujours portées à la connaissance des autorités judiciaires pour des actions à prendre.

Pour lutter contre le phénomène de justice populaire sur accusation de sorcellerie, la MINUSCA a facilité, avec l'aide du Procureur de la République près la Cour d'Appel de Berberati, la libération d'une femme de la prison centrale de Berberati, accusée de sorcellerie par des anti-balaka qui, après l'avoir capturée de la forêt, l'ont conduite de force au Centre de détention. Durant cette même période, la Mission a procédé à la libération d'une femme qui était menacée de mort par des éléments ex-Séléka à Kaga-Bandoro. Il est à noter que 16 personnes menacées bénéficient actuellement du programme de Protection des Victimes et des Témoins de la Mission.

Dans le domaine de la Justice et de l'Administration pénitentiaire, la MINUSCA a pris part au lancement officiel d'un projet à impact rapide pour la réhabilitation d'un bloc de la prison de Ngaragba dénommé « *Maison Blanche* ». Financé par la MINUSCA, ce projet d'une valeur totale de 23 millions de FCFA vise le réaménagement interne du bloc, la construction des toilettes, 2 postes de sécurité et un mirador et l'équipement en armoires et 44 lits superposés. Selon Hamadoun Touré, « *l'objectif global recherché est le renforcement du niveau de sécurité générale de la prison et l'amélioration des conditions de vie de ses pensionnaires* ».

